



ECONOMIE

## Groupe SOS

### Borello, « serial entrepreneur » social

Il débarque en costume gris, chemise rayée, mallette en cuir à la main, Légion d'honneur à la boutonnière... Pas vraiment l'allure du type qui bosse dans le social. « J'ai un déjeûner dans un restaurant chic ce midi : je m'adapte. Si je dois rencontrer un secrétaire d'Etat, j'ajoute une cravate. Et si je vais chercher des subventions, je vérifie toujours que j'ai bien ma Légion d'honneur (attribuée par Lionel Jospin quand il était Premier ministre, NDLR). » Voilà **Jean-Marc Borello**, 52 ans, 1,92 mètre, avec sa carrure d'armoire à glace et son accent du Midi attrapé à Gardanne, ville minière de Provence où sa mère était ouvrière et son père militaire de carrière.

Surnommé « le Tapie du social et du solidaire », l'homme est à la tête de Groupe SOS, un ovni composé d'une trentaine d'associations et d'entreprises qui tournent avec 3 000 collaborateurs et 200 millions d'euros de recettes et subventions par an. Lui parle d'« inventaire à la Prévert » comprenant des centres d'hébergement (avec 1 200 SDF qui dorment sous un toit tous les soirs rien qu'à Paris), des associations d'aide aux toxicomanes et aux malades du sida, des locations de voitures hybrides avec chauffeur, un traiteur bio équitable, un hôpital avec des soins palliatifs (l'établissement Jean-Jaurès, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris), un espace événementiel (L'Usine, en face du Stade de France), des magazines (« le Journal du sida », « Nouveau Consommateur »...). C'est en lisant, à 14 ans, « Chiens perdus sans collier », le best-seller de Gilbert Cesbron sur une poignée d'adolescents en perdition, que Jean-Marc Borello a décidé de « devenir éducateur ». Mais son curriculum



vitae n'est pas plus classique que son look dans le milieu. Il ne restera que quelques années dans le centre d'accueil pour jeunes délinquants des Ulis, au sud de l'Essonne, où il avait décroché un premier job. Très vite, en 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir le conduit dans les couloirs de la Mission interministérielle de Lutte contre la Drogue et la Toxicomanie (Mildt).

Cinq ans plus tard, après la victoire de la droite aux législatives, il accepte une proposition de Régine. Pendant dix ans, il dirige les affaires de la chanteuse : des restaurants, des discothèques, des hôtels, le Pavillon Ledoyen, derrière les Champs-Élysées, le Palace, le Régine's... Quelques pilules d'ecstasy trouvées dans la poche d'un client du Palace sonnent alors la fin de sa période businessman : la boîte est fermée et Jean-Marc Borello est condamné à six mois de prison avec sursis en tant que responsable de l'établissement.

Retour à la case « social ». L'association d'aide aux toxicomanes [SOS] Drogue International, qu'il a créée avec

Régine en 1984, devient l'embryon du futur groupe. « En un peu plus de vingt-cinq ans, nous avons grandi avec nos exclus, résume Jean-Marc Borello. Nous avons d'abord créé des entreprises de réinsertion pour les aider à retrouver du travail, des crèches pour leurs enfants, des centres d'hébergement pour les plus vieux... Groupe SOS est pour l'instant le plus gros acteur du secteur. Mais j'espère que nous serons une vingtaine de cette taille dans vingt ans. »

Borello vient de prendre la présidence du tout nouveau Mouvement des Entrepreneurs sociaux. Lancé le mois dernier, il revendique 200 adhérents et un objectif principal. « Avec 10% des emplois et 12% du PIB, l'économie sociale reste la grande muette. Personne ne sait très bien ce que c'est. Il faut que l'on fasse enfin entendre notre différence. Que l'on dise haut et fort que des entreprises comme la nôtre, dont le capital n'appartient à personne, où les salaires ne dépassent pas 6 000 euros et qui œuvrent pour l'intérêt général, eh bien ça marche ! »

NATHALIE FUNÈS

Ciermeck-Max Pfr